

**Daniel Baggioni, *Langues et nations en Europe*,**

Paris, Payot & Rivages, 1997, 378 p., ISBN 2-228-89084-7

Daniel Baggioni, arrivé à la conclusion que « les processus de formation d'une langue nationale ont partie liée avec les processus de construction nationale » — ce que l'on croira sans peine —, nous entraîne dans une description de ces processus co-déterminés dans l'histoire des nations européennes, et par conséquent des États. Il voit dans ces processus un « dallage » de l'Europe par les pavés des États-nations, entend voir dans l'éclatement de l'URSS, de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie la confirmation de la disparition des États multilingues et rejette comme non-pertinents les contre-exemples de la Belgique et de la Suisse. Il fait apparaître les stades *normalisation* et *langue commune*, précédant respectivement les stades *standardisation* et *langue nationale*, et postule un passage de ce qu'il appelle l'*État national* à l'*État-nation*.

Ce qu'il appelle la première révolution écolinguistique en Europe (XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles), marquée par la diffusion du livre, va conduire à « l'Europe des langues communes », qui va connaître des « grandes langues » (allemand, anglais, français, espagnol, italien, portugais) et des « petites langues » (néerlandais, langues scandinaves), cependant qu'aux marges le russe ne fait qu'émerger et le hongrois, le polonais et le tchèque subissent un « destin contrarié ». La deuxième révolution, celle du XIX<sup>e</sup> siècle, marquée par la scolarisation et l'encadrement politico-administratif des masses, aboutira à la formation systématique des États-nations, à la normalisation-standardisation accélérée des langues nouvellement

promues et au dallage politique et linguistique que nous connaissons actuellement.

Le vaste panorama historique brossé par l'auteur est émaillé de quelques mises au point qui ne sont pas sans intérêt. Baggioni souligne à juste titre l'inanité des thèses sur la normalisation spontanée des langues communes. On voit avec intérêt l'auteur rompre des lances (pp. 87 et sq.) contre la dichotomie *in vivo/in vitro*, à laquelle L.J. Calvet a dû finir par croire à force de la répéter. Toute langue est un « produit » de l'histoire (p. 87) — ce que Rabelais avait déjà dit à sa façon —, « langues et nations sont bien le résultat d'un processus historique » (p. 283). Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ces vérités premières, alors que de prétendus linguistes parlent encore de « langues naturelles », cependant que les gourous du vieux monde nous présentent le sentiment d'appartenance nationale comme un phénomène lui aussi « naturel ». Mais on se demande parfois si cette critique est encore nécessaire. Parlant des « contes bleus » des néo-grammairiens, Baggioni conteste l'existence du « francien ». Mais il y a belle lurette que Marcel Cohen (absent de la bibliographie) avait fait remarquer que ce terme, en somme symbolique, ne pouvait désigner le parler d'un lieu au sens spatial, « d'un canton ou une ville déterminés », mais le « bien commun » du « domaine » — c'est-à-dire du pouvoir — du roi, de sa cour et de son arrière-cour<sup>1</sup>. Et la volonté de l'auteur de démontrer la perfection du dallage le conduit à tenir pour négligeable ce qui semble aller à l'encontre de cette description. Aussi notera-t-on à la lecture une quantité de points d'interrogation que la cadre du présent compte rendu ne permet pas d'énumérer. Nous nous bornerons à quelques remarques concernant l'Europe centrale, orientale et balkanique.

L'auteur arbitre les différends politiques (pp. 19 sq.) en déclarant que le moldave n'est autre chose que du roumain, mais il ne met pas en cause l'existence du macédonien, sans révéler ses critères. En ce qui concerne le domaine serbo-croate, il s'en remet aux partis nationalistes pour décréter l'existence de deux « langues » et même de trois. « Gageons aussi qu'on trouvera le moyen de fabriquer une langue « bosniaque [...] », dit-il. C'est en

---

1. M. Cohen, *Matériaux pour une sociologie du langage*, Paris, Maspéro, 1971, II, p. 75.

effet ce que l'on pouvait prévoir<sup>2</sup>, et c'est maintenant chose faite, sauf que ce n'est pas une langue qu'on a « fabriqué », mais une étiquette. L'auteur revient sur ce problème p. 286, où il parle de « trois dialectes », alors qu'aucun trait distinctif ne permet de les délimiter. La présentation que fait l'auteur en prenant comme symboles les mots (*što, kaj, ča*) qui signifient « quoi » (et non « oui », comme il l'écrit par erreur) pourrait faire croire qu'on aurait une distinction du type oïl/oc, ce qui n'est évidemment pas le cas. S'il avait ajouté les phénomènes d'ekanie et de jekanie (et pourquoi pas, d'ikanie), il aurait peut-être vu la confirmation de la division du serbo-croate en un nombre limité de « langues », alors qu'on aurait au contraire la preuve d'une situation complexe qui n'autorise pas ce découpage arbitraire. S'il y a plusieurs langues dans la domaine serbo-croate, combien y en a-t-il alors en Slovénie, où les formes dialectales sont plus différenciées<sup>3</sup>. On a dit et répété que le serbo-croate était une construction artificielle. Mais le « serbe » ou le « croate » le sont davantage, et le croate que l'on fabrique chez les néo-oustachis n'est que du serbo-croate déserbisé au maximum. Ces constatations vont d'ailleurs dans le sens de la démonstration générale de l'auteur : c'est par les armes que l'on prétend établir des frontières entre les « langues ». Elles semblent aussi confirmer sa thèse sur la primauté de l'écrit dans la constitution des langues dites nationales : on pourrait dire que les locuteurs du serbo-croate ont le choix (« choix » maintenant imposé par les nationalistes des deux bords) entre deux normes écrites qui n'ont pas de rapport biunivoque avec les dialectes qu'ils pratiquent réellement. Mais même cette simplification qui justifierait, à défaut de deux langues, l'existence de deux normes, est contredite par les faits, puisque l'écrit comportant deux paramètres (alphabet et orthographe), ceux-ci ne coïncident pas forcément : on a beaucoup écrit ékavien en alphabet latin, et l'inverse existe aussi, puisque la combinaison jékavien + cyrillique s'observe en Bosnie et au Monténégro.

- 
2. Prévision faite ironiquement (« pourquoi pas une "langue musulmane" ? ») dès 1992 dans : M. Duc Goninaz, (compte rendu de) « P. Garde, Vie et mort de la Yougoslavie », *La Revue russe*, 3, 1992, pp. 86-93.
  3. Un aperçu de cette problématique, sous une forme accessible à un large public, se trouve dans P. Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Paris, pp. 127-138.

Un autre cas, qui probablement est à traiter différemment, aurait été celui de la Tchécoslovaquie, car il n'aurait pas été sans intérêt de se demander pourquoi dans la période de l'entre-deux guerres on parlait sans complexe de « langue tchécoslovaque » (« et ses dialectes »), de littérature tchécoslovaque et même de nation tchécoslovaque, ce qui devint tout à fait incongru après la seconde guerre mondiale. En tout cas, il semble très exagéré de dire (p. 316) que l'éclatement de la Tchécoslovaquie est due au principe de l'État unilingue.

En ce qui concerne le domaine russe, si les quelques notations de la p. 247 résument assez bien l'éclosion de la langue littéraire moderne, il n'est pas exact de dire que Karamzine a procédé à une « réforme grammaticale ». La politique de russification menée par l'administration tsariste ne commence pas à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, comme le dit l'auteur p. 256, même s'il est vrai que, dans l'Empire russe comme ailleurs, le pouvoir central est, jusqu'aux processus du XX<sup>e</sup> siècle de mainmise étatique sur tous les aspects de la vie, assez indifférent à l'usage langagier de ses sujets. Si l'on prend le cas exemplaire de l'Ukraine, nous voyons la première interdiction de la langue ukrainienne dater de l'oukase de 1720. Il est vrai qu'après l'insurrection polonaise de 1863, les persécutions vont redoubler : le gouvernement russe interdit la revue *Osnova* et crée le *Vestnik jugo-zapadnogo kraja* (Messager de la région du sud-ouest). La circulaire du ministre de l'Intérieur de 1863, confirmée par les oukases de 1866 et de 1876, organisant la censure anti-ukrainienne, est un morceau d'anthologie : « Il n'y a jamais eu de langue petite-russe, il n'y en a pas et ne peut y en avoir. La langue employée par le bas peuple n'est pas autre chose que du russe corrompu par l'influence polonaise... »<sup>4</sup>. Et on se demande qui est ce « on » qui « avant la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle [...] ne faisait guère la distinction entre l'Ukraine [...] et la Moscovie ». Faut-il comprendre que le tsar Alexis annexe en 1654 un pays qui n'existe pas ? En revanche, parler, comme le fait l'auteur, d'« État ukrainien » à propos de la dynastie de Vladimir de Kiev, c'est un peu la même chose que d'affirmer que les Mérovingiens gouvernaient un État français. En Biélorussie, dit Baggioni, « on peut difficilement disjoindre mouvement national et mouvement social ». Mais c'est

4. Cité par R. Portal, *Russes et Ukrainiens*, Paris, Flammarion, 1970, p. 48.

le cas aussi, et plus nettement encore, en Ukraine. L'exemple le plus éclatant en est le programme de la revue *Hromada* (1877) qui conjugue une revendication de libération nationale exempte de tout nationalisme (d'après ce projet d'Ukraine libre, toutes les nationalités seraient respectées : les Juifs sont mentionnés expressément, et même les Russes seront admis, s'ils « contribuent à la prospérité du pays » au lieu de l'exploiter) avec un projet de révolution sociale beaucoup plus hardi que celui des marxistes (suppression de la propriété privée des ressources naturelles et moyens de production *et* abolition du salariat). Il est un peu dommage que l'auteur n'ait pas cité ce document, resté certes lettre morte, mais dans lequel il est affirmé expressément que l'on n'imposerait à personne « la langue et les coutumes de l'Ukraine ». Un projet de société qui récuse à la fois l'exclusion et l'« intégration », cela vaut la peine d'être signalé par les temps qui courent. A ce sujet, l'auteur donne de nombreux exemples (pp. 291-292) de la tragi-comédie des noms de ville débaptisés et rebaptisés selon les caprices des maîtres du moment, qui nous obligent à savoir que Presburg = Pzsony = Bratislava. Mais pour être logique jusqu'au bout, il ne faudrait pas dire « Lvov, en Ukraine, c'est Lemberg [...] », mais... « Lviv, en Ukraine » !

La politique nationale de l'URSS est, comme il est normal dans un tel ouvrage, présentée de façon très résumée. Mais n'est-ce pas un peu trop simple de dire : « Le tsarisme pratiquait l'oppression culturelle et linguistique[...]. La jeune Union soviétique lui opposera le droit des différentes langues communes existantes à être parlées, enseignées [...] ». On sait que ce n'est pas si simple et que la politique libérale des dirigeants soviétiques à l'égard des ex-allogènes avait un but : obtenir leur allégeance politique. Cet objectif est d'ailleurs exposé cyniquement par Staline dès 1913 dans son opuscule consacré à la question nationale. Aussi, même si cette politique a eu des résultats contradictoires (essor des langues nationales naguère opprimées *et* rôle hégémonique du russe), on ne saurait dire qu'elle fût « paradoxale ». Là aussi, une étude plus détaillée permettrait de mieux comprendre les enjeux de la lutte qui se livre au début des années trente autour de la problématique langue-nation-État prolétarien. Si nous reprenons le problème de l'Ukraine, par exemple, il serait intéressant de comparer les positions de deux activistes qui ont fait l'objet dans les années trente d'une condamnation pour déviation par les staliniens : le poète

Volodymyr Sosjura qui voyait comme corollaire nécessaire des droits des langues nationales l'usage officiel de l'espéranto dans toute l'URSS (« ainsi, disait-il, le russe n'aura pas plus de droits que les autres langues nationales ») et le commissaire ukrainien à l'éducation Mikola Skrypnyk qui, au contraire, combattait les quelques positions acquises par l'espéranto dans les années vingt parce qu'il y voyait une hérésie cosmopolite, un facteur de dissolution du sentiment national (se rendait-il compte qu'ainsi il favorisait le nationalisme grand-russe qu'il prétendait combattre ?). Tous deux, bien sûr, furent condamnés pour nationalisme ukrainien<sup>5</sup>. Il faudrait reprendre toute l'histoire de la période 1931-1938, au cours de laquelle se met en place la machine répressive qui imposera partout l'étude et l'usage du russe, prélude à la russification des autres langues. Les différentes langues deviennent en sorte des vernaculaires dans lesquels on alphabétise les indigènes pour leur permettre de mieux accéder aux échelons supérieurs, où tout se passe en russe. Situation typiquement coloniale, que les idéologues du système tentaient de faire passer pour un passage obligé vers la future société communiste (et sa langue mondiale, reportée aux calendes grecques). Baggioni se contente de dire (p. 308) : « Pouvait-il en être autrement ? » L'opération culminera avec la grande opération de propagande des années soixante et soixante-dix, durant laquelle de nombreux ouvrages tenteront à la fois de perpétuer le mythe des « 130 langues égales » et de justifier le fait que le russe est plus égal que les autres et est devenu la langue d'une nouvelle entité crypto-jacobine, le « peuple soviétique »<sup>6</sup>.

Baggioni voit dans la situation actuelle des langues en Europe l'amorce d'une troisième révolution, caractérisée par l'émergence de « langues communes inter-, ou plutôt transnationales », petit peloton dont l'anglais s'est détaché pour devenir la « langue internationale de la fin de notre siècle ». Dans ce chapitre de conclu-

5. U. Lins, *La danĝera lingvo*, Gerlingen, Bleicher, 1988, pp. 357-360 et 367-370.

6. Cette « littérature » est trop abondante pour être citée. Elle va de K. Xanazarov, *Sbliženie nacij i nacional'nyx jazykov v SSSR* (Rapprochement des nations et des langues nationales en URSS), Taškent, 1963 à *Russkij jazyk kak sredstvo mežnacional'nogo obščeniija* (Le russe comme moyen de communication interethnique), Moskva, « Nauka », 1977. Sur la « division du travail » entre russe et langues nationales, voir U. Marazzi, « "Convergenza" o "stabilizzazione" delle nazionalità ? Bilinguismo, sostituzione linguistica e processi etnici in Asia centrale sovietica », *Lingua e politica* (a cura di R. Corsetti), Roma, Officina Edizioni, 1976.

sion, il aborde de façon très superficielle ce qu'il appelle le « rêve espérantiste », dont il voit le zénith au début du siècle, ce qui révèle un manque d'information sur l'état actuel de la communauté espérantophone, qui n'a plus rien à voir avec l'« engouement » de quelques milieux intellectuels français des années 1900. L'échec qu'il aurait fallu signaler dans ce domaine, c'est celui de l'idée de « langue auxiliaire », abordée allusivement p. 326, échec idéologique pour au moins deux générations d'espérantistes qui eurent la naïveté de vouloir faire adopter leur langue par les gouvernements en la cantonnant dans une fonction « auxiliaire » (de quoi ?), et échec réel pour les linguistes de l'IALA, constructeurs de l'Interlingua, qui allèrent encore plus loin dans la conception d'un outil de communication qui ne serait pas une langue à part entière. Quant aux langues « minoritaires », leur sort dépendra, dit l'auteur, d'une « aide publique » à l'« exception culturelle » qu'elles représentent. Autant faire dépendre la survie des poules de la bienveillance du renard. Et que penser d'une conclusion qui propose comme scénario souhaitable « un progrès du multilinguisme à l'échelle européenne et l'augmentation du nombre d'Européens bilingues dans différentes combinaisons linguistiques pour assurer l'intercompréhension entre les différents peuples » ? En résumé : l'accroissement du fantastique gaspillage que représente l'enseignement massif de langues étrangères, avec pour résultat que l'on aura besoin d'encore plus d'interprètes !<sup>7</sup>. L'auteur plaide pour un multilinguisme dont il dénonce, p. 356, le « coût extravagant »<sup>8</sup>, quitte à combiner cette multiplicité idéale avec l'acceptation du tout-anglais. Par ailleurs, il semble croire à une stabilisation à long terme de la gestion étatique des phénomènes langagiers. Il est certes facile de marginaliser, et même de criminaliser, les mouvements de résistance au dallage (les mouvements de libération corse et basque sont qualifiés de « terroristes » ! On trouve aussi p. 351 l'étrange pluriel « les pays Basques »). Mais l'auteur va jusqu'à penser que le problème catalan, parce que résolu pacifiquement par un monarque éclairé et des sujets raisonnables, va en rester au statu quo actuel, et que les problèmes ethno-linguistiques dans les pays

7. Le problème des langues en Europe est abordé dans d'autres perspectives par : A. Chiti-Batelli, *Communication internationale et avenir des langues et des parlers en Europe*, Nice, Presses d'Europe, 1987.

8. Sur le chiffrage de ce coût dans les grandes organisations inter-étatiques, voir C. Piron, *Le défi des langues*, Paris, L'Harmattan, 1994, pp. 37-52.

baltes, en Ukraine, Roumanie, Slovaquie, Géorgie, etc. vont être réglés par la bonne volonté et les concessions diplomatiques, alors que les nationalistes au pouvoir dans les États nouvellement créés ne rêvent que de nettoyage ethnique, c'est-à-dire de participation au dallage dont l'histoire les avait écartés jusqu'à présent, quitte à se coucher devant l'anglo-américain dès qu'une situation dépasse les frontières de leur petit pavé national<sup>9</sup>.

Les concepts de « transparence » et d'« opacité », utilisés pp. 357 *sq.* sont aussi bien discutables.. On ne voit pas pourquoi le gaélique, le hongrois, le basque ou le finnois serait « opaques aux autres langues » parce que leurs locuteurs n'intégreraient des emprunts qu'avec parcimonie. La « transparence », que Baggioni définit par l'intertraductibilité, n'a rien à voir avec la forme linguistique. Elle est assurée au contraire par la fixation maximale du sens des vocables dans chaque langue, qui va permettre la traduction. Plus une langue cultive sa spécificité, plus elle est traduisible. Le « français », qui fait des vocables *opportunité* ou *challenge* l'usage que l'on entend actuellement dans certains milieux, devient opaque, d'abord à beaucoup de ses propres locuteurs, puis à ceux qui, de par le monde, s'efforcent de le comprendre. N'en déplaise aux pourfendeurs du « chauvinisme linguistique » ou de la « crispation identitaire » (locutions employées par l'auteur), il n'y a pas d'« internationalisme » en matière de langues. L'allemand *Fernsehen*, le hongrois *víziló* ou le tchèque *letadlo* me sont parfaitement transparents, puisque (en plus de leur étymologie évocatrice), je peux leur associer de façon biunivoque les mots français *télévision*, *hippopotame* et *avion*. On sait en revanche comment les « faux amis » franco-anglais (ou franco-allemands, ou franco-russes...) peuvent contribuer à l'opacité<sup>10</sup>.

9. L.J. Calvet (notamment dans *Linguistique et colonialisme*, Paris, Payot, 1974, et *La guerre des langues*, Paris, Payot, 1987), reste beaucoup plus réaliste quand il voit dans la gestion des langues par les pouvoirs une guerre permanente, et dans la planification linguistique la continuation de cette guerre par d'autres moyens. Il n'est donc pas illogique de sa part de lier l'espéranto à ce qu'il appelle « l'illusion pacifiste » — toujours d'actualité ! —, alors que Baggioni semble y voir un épisode sans lendemain d'une histoire révolue.

10. « Please leave your values at the desk », recommandait un hôtel parisien à ses clients. En effet, ceux qui pénètrent dans l'anglais « international », peuvent abandonner toutes leurs « valeurs » à l'entrée.

L'étude de Baggioni est très éclairante sur le plan historique. Le pari de démontrer la relation entre les déterminations historiques et la situation linguistique de l'Europe est tenu. L'éclairage porté sur les cas particuliers de l'allemand et de l'italien est remarquable. Mais on doit souvent se contenter de présupposés ou de formules vagues en ce qui concerne le concept de « nation ». Ainsi dans la phrase (p. 285) « les Croates préfèrent se rapprocher de Vienne », on se demande qui sont ces « Croates » en général. Éviter de s'interroger sur le rôle des classes dominantes n'est pas sans conséquences. L'auteur parle (p. 290) de la « finesse d'analyse » de Meillet, qui affirme en 1928 que « les paysans dominent dans l'Europe orientale », mais il doit corriger dès la p. 291 l'interprétation erronée que l'on pourrait donner de la remarque de Meillet (les paysans ne « dominaient » que démographiquement parlant !) en montrant l'émergence de nouvelles classes bourgeoises « nationales » (ces guillemets sont étranges, car c'est bien la bourgeoisie qui invente la nation). Le gaélique d'Irlande est voué au déclin, malgré l'existence d'un État irlandais (p. 300), alors que le catalan occupe de solides positions, tout en restant dans le cadre espagnol (une allusion, néanmoins, p. 312 à « la bourgeoisie de Barcelone ») et que les langues baltes, très vulnérables, ont résisté à des siècles d'influence, et même d'occupation étrangère. Comment expliquer cela autrement qu'en comparant les attitudes des bourgeoisies respectives ? Le changement d'attitude de la bourgeoisie flamande de Belgique semble expliquer aussi que la Belgique n'ait pas subi un processus de francisation générale, qui se profilait après 1830. L'explication du recul du gaélique et du basque par leur « superbe isolement » qui les rend « opaques » n'est pas convaincante. En quoi seraient-ils plus opaques que le letton ou le slovaque ? Le volontarisme nationaliste est inopérant si l'essentiel des couches dirigeantes (décideurs économiques, technocrates, intellectuels — y compris écrivains, clergé, etc.) ont déjà abandonné la langue supposée « nationale », et que, comme cela semble être le cas pour le gaélique, on en soit arrivé à un point de non-retour<sup>11</sup>.

---

11. Il ne serait pas inutile sur cet aspect de la question de relire Meillet, Dauzat et, pourquoi pas, Karl Renner et sa théorie des « nations complètes » et des « nations incomplètes ».

Enfin, comme nous souhaitons à l'auteur une réédition d'un ouvrage aussi riche, nous ne pouvons passer sous silence quelques points qui pourraient faire l'objet de corrections. Il est dit p. 305 que le nazisme favorisa l'écriture dite « gothique » (la *Fraktur*). Or c'est le gouvernement hitlérien qui, par un arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 1941, impose dans l'enseignement le remplacement de la *Fraktur* par la *Deutsche Normalschrift* (sic), c'est-à-dire l'écriture en usage partout ailleurs pour les alphabets d'origine latine (avec le maintien du ß). Il faudrait rectifier la date de la bataille de Mohács (1526 et non 1520), corriger « nyelvitás » (p. 261), dans lequel il manque l'élément essentiel *új* (« nouveau ») en *nyelvújítás* (« rénovation de la langue »), revoir l'orthographe de différents noms hongrois (József, Mór Jókai, Széchenyi...) <sup>12</sup>, polonais (l'étrange orthographe de Biąłystok, p. 320) ou serbo-croates. Pour ces derniers, il faudrait choisir entre le respect de l'orthographe « croate », y compris les diacritiques, et une transcription permettant au lecteur français une prononciation approximative (comme cela a été fait p. 287 pour « Ante Pavelitch »), donc, par exemple : Karadžić ou Karadjitch (et non « Karadzic »). Et débarrasser Tesnière d'un *s* final superflu (p. 295).

L'ouvrage de Daniel Baggioni ouvre des perspectives dans un secteur de la linguistique externe dont les problèmes seront de plus en plus d'actualité.

Michel Duc Goninaz  
*Université de Provence*

Le 29 janvier, je participais à une séance de travail organisée par Daniel Baggioni pour mettre au point les actes du Colloque sur la « Pentecôte » (unité et multiplicité du langage) qu'il avait organisé deux ans auparavant. J'en profitai pour lui dire que je mettais la dernière main au compte rendu de son ouvrage *Langues et nations en Europe* et pour discuter avec lui de quelques points sur lesquels je lui portais la contradiction. Le 2 février à 18 h, je lui téléphonais pour lui signaler que je venais le jour même à la fois de mettre au point mon article pour le colloque « Pentecôte » et d'expédier à Roger Comtet le texte de mon compte rendu sur son livre. Au bout du fil, une voix m'annonce qu'il a cessé de vivre, victime, une heure plus tôt, d'un accident de la route. Pour ceux à qui j'annonce la nouvelle, c'est la stupeur, un chagrin indicible.

Je salue la mémoire de mon collègue et camarade Daniel Baggioni, qui nous laisse d'importants travaux sur le créole réunionnais, sur l'espace francophone et sur l'histoire des idées linguistiques.

12. Je remercie Éva Agnel, chargée d'un enseignement de linguistique finno-ougrienne à l'Université de Provence, qui a attiré mon attention sur plusieurs détails concernant la Hongrie dans l'ouvrage en question.